



HAL
open science

Les causes économiques de l'échec du système "socialiste"

Elie Sadigh

► **To cite this version:**

Elie Sadigh. Les causes économiques de l'échec du système "socialiste". [Rapport de recherche] Laboratoire d'analyse et de techniques économiques(LATEC). 1994, 47 p., ref. bib. : 1 p. 1/4. hal-01527248

HAL Id: hal-01527248

<https://hal.science/hal-01527248>

Submitted on 24 May 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LATEC

LABORATOIRE D'ANALYSE ET DE TECHNIQUES ÉCONOMIQUES

UMR 5601 CNRS

DOCUMENT DE TRAVAIL



Pôle d'Economie et de Gestion

2, boulevard Gabriel - 21000 DIJON - Tél. 03 80 39 54 30 - Fax 03 80 39 54 43

ISSN : 1260-8556

n° 9409

**LES CAUSES ECONOMIQUES DE
L'ECHEC DU SYSTEME "SOCIALISTE"**

Elie SADIGH*

octobre 1994

***Maître de Conférences, Université de Bourgogne
Chercheur au LATEC**

Le but de ce travail est de démontrer pourquoi les pays qui se prétendaient socialistes n'ont pas atteint leurs deux principaux objectifs: justice sociale et démocratie. En ce qui concerne le premier, dans ces pays, l'organisation de la production et la détermination des prix, centralement planifiés, ne permettaient pas toujours de réaliser la production en fonction de l'utilité sociale. Cette façon de déterminer les prix engendre une demande sans offre qui se révèle être, d'une part, une cause de dysfonctionnement du système car le marché ne joue pas alors l'un de ses principaux rôles qui est de transmettre l'information aux responsables de la production, d'autre part, une cause d'insatisfaction permanente de la population. En ce qui concerne le second objectif, force est de constater que l'organisation politique n'a jamais respecté l'idéal socialiste.

En effet, l'organisation politique dans sa première phase est fondée sur " la dictature du prolétariat ". La question est de savoir si un système dictatorial contient les éléments qui permettent d'aboutir à un système où " liberté, égalité et justice " doivent régner. Existe-t-il un signal permettant de passer d'un système à l'autre? Est-il possible que la liberté jaillisse de la dictature? En fait, cette organisation politique dans sa première phase ne contient-elle pas les germes de l'échec du système?

La réponse à ces questions permet d'établir clairement que ces systèmes n'étaient socialistes que de nom.

Socialisme, idéal socialiste, planification centralisée, système des prix, profit, primes, réformes, monétisation de la production, détermination des salaires, système bancaire.

LES CAUSES ECONOMIQUES DE L'ECHEC DU SYSTEME "SOCIALISTE":

INTRODUCTION

L'un des objectifs du socialisme est d'établir, dans une première phase, la justice sociale d'un point de vue économique: " de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail". Un autre objectif, politique, vise à établir l'organisation de la société en la fondant sur l'idéal socialiste: " Liberté, égalité, justice ".

Notre but dans ce travail est de voir pourquoi les pays qui se prétendaient socialistes n'ont pas atteint ces deux principaux objectifs. En ce qui concerne le premier, dans ces pays, l'organisation de la production et la détermination des prix, centralement planifiés, ne permettaient pas toujours de réaliser la production en fonction de l'utilité sociale. Nous voulons démontrer que cette façon de déterminer les prix a engendré une demande sans offre devenant une cause d'insatisfaction permanente de la population. En ce qui concerne le second, force est de constater que l'organisation politique n'a jamais respecté l'idéal socialiste.

En effet, l'organisation politique dans sa première phase est fondée sur " la dictature du prolétariat ". La question est de savoir si un système dictatorial contient les éléments qui permettent d'aboutir à un système où " liberté, égalité et justice " devraient régner. Existe-t-il un signal permettant de passer d'un système à l'autre? Est-il possible que

la liberté jaillisse de la dictature? En fait, cette organisation politique dans sa première phase ne contient-elle pas les germes de l'échec du système?

La réponse à ces questions permet d'établir clairement que ces systèmes n'étaient socialistes que de nom.

1. LES CAUSES DU DEVELOPPEMENT DES IDEES SOCIALISTES

On peut distinguer essentiellement deux phases dans le développement des idées socialistes: avant et après l'industrialisation ou avant et après la généralisation du salariat. C'est la deuxième phase qui nous intéresse plus particulièrement dans ce travail. Mais avant de l'aborder, nous ne manquerons pas d'évoquer les préoccupations de quelques auteurs antérieurs à cette période.

La première moitié du XIXème siècle est marquée par l'épanouissement du capitalisme industriel dans certains pays européens, par l'importance des progrès du machinisme et par le développement du salariat. Cette évolution a été facilitée par le triomphe de la politique économique libérale, fondée sur le libéralisme de A. Smith (1991) qui, d'une part, dénonçait le protectionnisme des Mercantilistes, d'autre part, affirmait que la recherche du profit individuel aboutissait au bien-être général.

Ce développement du système libéral aura deux conséquences contradictoires: une meilleure satisfaction des besoins, mais aussi des crises périodiques de surproduction qui sont l'une des causes du chômage et du développement des inégalités relatives entre deux classes de ce système. Des auteurs tels que Sismondi (1991), Malthus (1969) et Marx (1969-1973) ont essayé d'expliquer la ou les causes de la crise du système capitaliste. Même si leurs explications divergent, en dernière analyse, il ressort de leurs écrits que c'est l'insuffisance de la demande globale qui apparaît comme étant la cause principale de la crise du système capitaliste. Ces auteurs constatent unanimement l'existence des crises mais ils ne parviennent pas à démontrer

véritablement la cause de l'apparition de l'insuffisance de la demande globale. (Cf. Sadigh, 1994).

Ces crises périodiques ne font qu'aggraver la situation déjà misérable de la classe ouvrière, situation résultant des conditions de travail déplorables imposées à cette classe. Les principaux effets de ces crises apparaissent à travers le chômage périodique ou chronique.

La misère s'aggrave du fait de l'absence d'une protection sociale rendue nécessaire par le développement du salariat et par la précarité de la situation des salariés. En effet, un travailleur qui se trouve au chômage ou qui ne travaille pas pour cause de maladie reste sans ressources.

La prise de conscience de tels bouleversements provoqués par l'industrialisation, entraîne de vives réactions, développant ainsi une pensée économique nouvelle: le socialisme, fondé essentiellement sur trois principes: liberté, égalité, justice, qui sont considérés par les auteurs comme une exigence de la raison et de la morale. Mais certains auteurs s'élèvent aussi contre la propriété privée des moyens de production et contre l'Etat et son système politique.

Trois étapes apparaissent dans le développement de cette pensée:

- 1° le communisme primitif,
- 2° le socialisme qualifié "d'utopique",
- 3° Le socialisme dit " scientifique ".

1. 1. *Le communisme primitif*

Donnons deux exemples pour illustrer la pensée de quelques-uns des précurseurs du communisme.

Thomas MOORE: (1478-1535) il publia "L'utopie"(1516) où il développe un humanisme évangélique aspirant, d'une part, à un christianisme épuré, d'autre part, à des réformes sociales.

Il préconise une journée de travail de six heures afin de permettre à tous, et notamment à l'ouvrier, de cultiver son esprit.

MESLIER: (1654-1729) c'était un curé de village. A sa mort, on a trouvé un ouvrage adressé à ses paroissiens et intitulé: *Mon testament*, polémique ardente contre le Clergé, la Noblesse et l'ensemble du régime social existant. "Le mal principal c'est l'inégalité de répartition des richesses. La source de ce mal, c'est la propriété privée. Pour abolir cette inégalité, les pauvres doivent s'unir afin de renverser les oppresseurs et instituer un régime nouveau: *une fédération de communes dont tous les membres travailleraient et jouiraient également du fruit de leur travail*". Ce sont ces mêmes termes qui seront repris plus tard par les fondateurs du socialisme "scientifique".

1. 2. *Le socialisme qualifié "d'utopique", qui est essentiellement une réaction contre les injustices sociales.*

Le socialisme utopique fonde son analyse de la société sur les exigences de la morale. Il est attaché à des valeurs telles que la raison, l'amour de la liberté, l'égalité, le sens de la justice, qui peuvent être développées grâce à l'instruction.

Pour ces auteurs, les nouvelles techniques de production, loin d'être préjudiciables, doivent permettre d'améliorer la vie de la population.

De ces principes, qui paraissent légitimes, découlent une manière d'appréhender la réalité sociale et des moyens particuliers de la transformer, différents selon les auteurs.

Aussi plusieurs tendances peuvent-elles être distinguées:

- L'interventionnisme de Sismondi.
- Le productivisme de Saint-Simon.
- L'associationnisme de Fourier et Blanc.
- Le mutualisme de Proudhon, pour la France.

(Remarquons qu'on peut placer Proudhon, selon le point de vue, parmi les socialistes utopiques ou scientifiques).

Nous avons voulu énumérer brièvement les fondements idéologiques du socialisme mais l'objectif de notre travail n'est pas de développer ces thèses car les systèmes dits « socialistes » se sont fondés essentiellement sur l'analyse de Marx.

1. 3. Le socialisme dit " scientifique ", élaboré essentiellement par Marx

Marx est présenté comme le grand théoricien du socialisme scientifique. Il a pour objectif de donner un fondement rationnel au socialisme et à l'effondrement du capitalisme.

Marx a réalisé une synthèse de chacune de ses sources et, en les dépassant, il pense parvenir à une synthèse générale lui permettant d'annoncer l'avènement d'une nouvelle société sans classes. Mais il affirme néanmoins que cet objectif ne pourra pas être atteint sans l'action de la classe ouvrière.

2. FONDEMENT IDEOLOGIQUE DU COMMUNISME:

Le marxisme

Le communisme du XXe siècle emprunte son idéologie aux conceptions de Marx et de ses disciples orthodoxes.

Ce qui distingue le marxisme de la plupart des auteurs antérieurs du communisme, c'est qu'il fonde la nécessité du communisme non sur un idéal moral ou sur une exigence rationnelle, mais sur une analyse du mouvement réel de la société capitaliste, que ses contradictions internes vont amener vers sa destruction.

En outre, pour transformer la société et libérer l'homme de son aliénation, c'est-à-dire pour instaurer le communisme, Marx préconise la lutte des classes, qui conduit nécessairement à la dictature du prolétariat. Pour lui, cette dictature constitue la transition nécessaire à l'abolition de toutes les classes, étape qui doit conduire à une société sans classes: le communisme. (Nous nous poserons la question de savoir s'il est possible que d'un régime dictatorial naisse une société sans classes).

Marx semble imaginer, à travers le concept de dictature du prolétariat, que l'on peut supprimer la liberté individuelle pour aboutir à la liberté collective. Notons que cette idée est l'une des raisons de la rupture entre Marx et Proudhon; en effet, ce dernier l'avait mis en garde contre le "dogmatisme autoritaire", le "romantisme révolutionnaire" et "l'esprit d'exclusion", néfastes à la "cause socialiste".

Cette société sans classes, c'est le communisme, que Marx définit comme étant: "... une réunion d'hommes libres travaillant avec les moyens de production communs et dépensant d'après un plan concret, leurs nombreuses forces individuelles comme une seule et même force de travail social ". Marx ajoute: " tout ce que nous avons dit du travail de Robinson se reproduit ici, mais socialement et non individuellement. Tous les produits de Robinson étaient son produit personnel et exclusif et, conséquemment, objets d'utilité immédiate

pour lui. Le produit total des travailleurs unis est un produit social. Une partie sert de nouveau comme moyen de production et reste sociale; mais l'autre partie est consommée et, par conséquent, doit se répartir entre tous. Le mode de répartition variera suivant l'organisme producteur de la société et le degré de développement historique des travailleurs. Supposons, pour mettre cet état de choses en parallèle avec la production marchande, que la part accordée à chaque travailleur soit en raison de son temps de travail. Le temps de travail jouerait ainsi un double rôle. D'un côté, sa distribution dans la société règle le rapport exact des diverses fonctions aux divers besoins; de l'autre, il mesure la part individuelle de chaque producteur dans le travail commun et en même temps la portion qui lui revient dans la partie du produit commun réservée à la consommation. Les rapports sociaux des hommes dans leurs travaux et avec les objets utiles qui en proviennent restent ici simples et transparents dans la production aussi bien que dans la distribution" (Le Capital, 1972, LI. T1, P. 90). Et dans le *Manifeste* il écrit: "Le communisme n'enlève à personne le pouvoir de s'approprier des produits sociaux; il n'ôte que le pouvoir d'assujettir par cette appropriation le travail d'autrui."

Pour Marx, la société parfaite est une société sans classes où l'Etat ne serait plus ce qu'il est et devrait même disparaître.

Marx et Engels, dans "Manifeste du parti communiste" (P.48) écrivent: "Le pouvoir politique, à proprement parler, est le pouvoir organisé d'une classe pour l'oppression d'une autre. Si le prolétariat, dans sa lutte contre la bourgeoisie, se constitue forcément en classe, s'il s'érige par une révolution en classe dominante et, comme classe dominante, détruit par la violence l'ancien régime de production, il détruit, en même temps que ce régime de production, les conditions de

l'antagonisme des classes, il détruit les classes en général et, par là même, sa propre domination comme classe". (Manifeste, 1981)

Remarquons que dans cette citation, pour ces auteurs, le passage de la société de transition, la dictature du prolétariat, à la société sans classes ne pose pas de problème. Mais ils n'expliquent pas comment se réalise la dernière phase, c'est-à-dire qu'ils n'expliquent pas quelle est la condition pour qu'un pouvoir dictatorial s'efface.

Il est intéressant de connaître la position de Hegel sur la société idéale et sur la révolution prolétarienne, (période de transition selon Marx). Hegel est moins optimiste que Marx sur l'avenir d'une telle société.

Dans *La phénoménologie de l'esprit*, il dit pourquoi il ne croit pas à une société parfaite. Pour lui, s'il en était ainsi, il n'y aurait plus d'histoire, puisqu'il n'y aurait plus de problèmes sociaux à résoudre. En outre, il pense qu'une période de révolution, pendant laquelle les hommes ont cru accéder à une parfaite liberté, est nécessairement suivie d'une période pendant laquelle un homme fort prend le pouvoir afin d'imposer une nouvelle structure à la société. (Cf. *La phénoménologie ...*, traduction française, Paris, 1941, T. II).

On ne peut s'empêcher de remarquer la pertinence de la vision de Hegel, à travers l'exemple de la Russie avec Staline.

Ainsi, selon Marx, pour arriver à la liberté, qui est l'une des exigences du communisme, il faut d'abord la supprimer. Mais le problème est de savoir comment on réalisera la liberté une fois qu'elle aura été supprimée, quel sera le signal ou l'étape qui permettra de la réaliser. Est-il possible que d'un régime totalitaire naisse la liberté? Il semble que Hegel ait déjà répondu à cette question.

D'ailleurs, on peut penser que les organisations politique et économique des systèmes dits communistes n'ont pas échappé à cette prédiction. Et l'une des causes de leur échec réside dans l'absence de cette liberté qui constituait l'un des fondements du communisme.

Il est à remarquer en outre que, si Marx expose le fondement idéologique du socialisme, en revanche, il ne décrit pas de façon précise le fonctionnement ni l'organisation économique de ce système. Il se contente d'y faire allusion sans véritablement développer ses idées.

3. ORGANISATION ECONOMIQUE DU SYSTEME SOCIALISTE:

Exemple de l'URSS

La stratégie de la croissance économique en Russie repose sur la théorie de la reproduction élargie de Marx, que Lénine a développée et appliquée aux conditions du socialisme.

Il s'agit de savoir comment on dégage une partie du produit qui permettra la réalisation des investissements additionnels, élément fondamental de l'évolution économique.

Nous savons que Marx et ses successeurs distinguent la phase de transition (le socialisme) de l'aboutissement, que représente le communisme supérieur ou idéal. Il s'agit de savoir comment les lois économiques s'appliquent dans ces deux phases.

Dans la phase supérieure du communisme (phase finale) où il n'y a plus de distinction de classes, étant donné que les moyens de production sont sociaux, que le salariat disparaît et qu'il n'y a plus d'échange, il n'est plus besoin d'expliquer la rémunération des travailleurs ni la mesure du produit. Ainsi la loi de la valeur et la loi de

la répartition laissent-elles leur place à la loi du communisme achevé: “ de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ”. (Mais ce système n’est actuellement qu’une vue de l’esprit).

En revanche, dans la phase de transition, la société qui vient “ d’émerger de la société capitaliste, dit Marx, à tous égards, économique, moral, intellectuel, porte les stigmates de l’ancien ordre où elle a été engendrée ”; les lois économiques de cette société (salariale) prévalent jusqu’à l’avènement de la phase supérieure du communisme, à ceci près que les moyens de production ne sont plus privés.

4. LA REALISATION DU PROFIT DANS UN SYSTEME A PLANIFICATION CENTRALISEE

(Analyse théorique)

Nous savons que dans ce système la production est composée de deux secteurs de production distincts: secteur de produits d’équipement ou d’investissement et secteur de produits de consommation. Dans ce système, les produits sont classés à la production, soit comme biens de consommation, soit comme biens de production.

Les ménages, les titulaires de revenu, n’ont accès qu’aux produits du secteur de consommation, bien qu’ils reçoivent la contrepartie monétaire des deux secteurs, tandis que les entreprises n’ont accès qu’aux produits du secteur d’investissement, c’est-à-dire équipement et produits intermédiaires.

Le revenu national est formé grâce à la rémunération des travailleurs des deux secteurs. Cette rémunération monétise et mesure la valeur monétaire du produit de la période.

Si donc les travailleurs des deux secteurs dépensent la totalité de leur revenu, *ils achètent la totalité des produits du secteur de consommation.*

De cette façon, les entreprises de ce secteur réalisent un profit monétaire qui est égal à la rémunération des travailleurs du secteur des biens de production et, en dépensant ce profit, elles achètent la totalité des biens de production. En effet, le profit monétaire ainsi réalisé représente la valeur monétaire des produits du secteur d'investissement.

Nous le voyons, tout le produit est écoulé dans le respect de l'équilibre monétaire et de l'égalité entrée-sortie, en ce sens que la dépense du revenu formé à la production dans l'acte de la rémunération des travailleurs écoule le produit qui est sa contrepartie et que la totalité du produit est appropriée, soit par les ménages, soit par les entreprises.

Ainsi, contrairement à ce que pensait Marx, on voit que tout le produit est écoulé par la dépense du revenu des travailleurs, revenu qui a monétisé la production et, du fait de l'écart entre le prix et le coût de production, apparaît le profit qui est la source de l'accroissement du capital. Ce raisonnement s'applique à tous les systèmes salariaux qui fonctionnent de façon harmonieuse.

4. 1. Illustrons ces explications par un exemple:

Le système bancaire crée le montant de monnaie nécessaire à la monétisation de la production de la période considérée; les entreprises utilisent cette monnaie pour rémunérer les travailleurs. Il s'établit ainsi une relation d'équivalence entre la rémunération des travailleurs et le produit créé par ces mêmes travailleurs.

Supposons que le secteur d'équipement emprunte 50 UM (unités de monnaie) pour monétiser sa production qui est de 50 UPi (unités de

produit d'investissement) et que le secteur de consommation emprunte 50 UM pour monétiser sa production qui est de 50 UPc (unités de produit de consommation).

Ainsi la totalité du produit (50 UPi & 50 UPc) est monétisée pour 100 UM, qui représentent la rémunération des travailleurs et la valeur de la totalité du produit de la période.

$$50 \text{ UPi} \& 50 \text{ UPc} = 100 \text{ UM}$$

Dans cet exemple, à la production: 1 UPi = 1 UPc = 1 UM.

Mais les ménages, en dépensant la totalité de leur revenu, n'ont accès qu'aux produits de consommation.

Dans ce système, le niveau général des prix sur le marché des produits de consommation représente donc le rapport entre les deux secteurs.

$$1 \text{ UPc} = 2 \text{ UM} \implies 50 \text{ UPc} = 100 \text{ UM}$$

Les travailleurs, du fait de l'écart entre le prix du marché et le coût de production en salaires, s'approprient 50 UPc et transfèrent 50 UM aux entreprises. Ces 50 UM (revenu de transfert) représentent la valeur monétaire des 50 UPi qui n'ont pas été appropriées par les travailleurs. La dépense de ce revenu de transfert par les entreprises signifie l'écoulement des 50 UPi. *En effet, le profit est à la fois réel et monétaire dans l'ensemble des entreprises.* Précisons que, dans le système soviétique, l'épargne des ménages ne pouvait pas être investie. Elle était destinée aux prêts accordés à d'autres ménages.

Dans le système capitaliste, le profit réel est constitué soit de biens-salaires, soit de biens-capitaux, soit des deux à la fois. Dans ce système, le profit monétaire peut être dépensé de trois façons:

(1) Si le profit réel est constitué de biens-salaires, la dépense du profit monétaire sur le marché des SP (services producteurs) permet de

financer la production du capital, les entreprises s'approprient directement le produit ainsi monétisé.

(2) Si le profit réel est constitué de biens-capitaux désirés par les entreprises, la dépense du profit monétaire sur le marché des produits permet l'appropriation des biens-capitaux et donc la formation du capital. Ainsi dans ces deux cas, l'ensemble du produit est écoulé pour le montant qu'il a coûté et les entreprises se desendettent vis-à-vis du système bancaire, après écoulement de leur produit. Dans ces deux cas, le profit est dépensé sur le marché auquel il est destiné.

(3) Or, il est possible que le profit ne soit pas dépensé sur le marché auquel il est destiné. C'est le cas lorsque le profit monétaire monétise la production qui sera présentée sur le marché. Cette façon de dépenser le profit devient l'une des causes de l'apparition de l'insuffisance de la demande globale, du développement du chômage et du dysfonctionnement de l'économie. (Cf. E. Sadigh, 1994).

En revanche, dans le système à planification centralisée, étant donné que le plan organise la production des biens-capitaux, la dépense du profit monétaire constitue directement la formation du capital pour les entreprises. Ainsi le profit monétaire est-il dépensé directement sur le marché des biens-capitaux; ce système écarte, à ce niveau, l'apparition d'une demande sans offre ainsi que l'apparition d'une offre sans demande.

Le revenu de transfert, ou profit monétaire, représente à la fois la valeur monétaire de la "production nette", de l'amortissement et de la consommation intermédiaire.

Remarquons que le profit réalisé dans ce système peut être assimilé à une épargne forcée, car les titulaires de revenu, dont la rémunération a monétisé la production, n'ont accès qu'aux produits de consommation.

Autrement dit, dans le système à planification centralisée, ce n'est pas le marché qui décide du partage du produit entre consommation et investissement, c'est-à-dire entre salaires et profit réel, mais c'est le planificateur qui répartit à la production le produit entre biens de consommation et biens de production.

Précisons simplement que, dans le système capitaliste, l'épargne forcée est une cause de déséquilibre monétaire, car elle est due à un prélèvement inflationniste.

Le problème, dans le système à planification centralisée, est de savoir s'il existe des éléments qui permettent d'indiquer dans quel secteur ou dans quelle entreprise il faut favoriser les investissements, ou arrêter d'investir.

Dans un système d'économie de marché, la décision prise par les entrepreneurs, pour fixer le montant des investissements, est fonction du niveau de profit réalisé sur le marché des produits de chaque entreprise ou secteur. Autrement dit, dans ce système, c'est le marché, à travers le taux de profit, qui est l'indicateur de décision du niveau de l'investissement et du développement ou de la disparition des entreprises ou des secteurs, tandis que dans un système à planification centralisée, où le marché n'intervient pas pour fixer les prix, c'est le planificateur qui décide du niveau de l'investissement pour chaque entreprise en répartissant le profit en fonction des objectifs du plan.

Par conséquent, dans ce système, le profit réalisé par les entreprises du secteur de consommation est mis à la disposition des planificateurs, qui le répartissent entre les entreprises en fonction des priorités du plan.

4. 2. *Remarques:*

A ce point de l'analyse, nous pouvons soulever deux problèmes dont les conséquences seront développées dans la partie consacrée à l'application de ces théories.

1° Etant donné que dans le système à planification centralisée les prix sont fixés par le plan, le marché ne joue pas son rôle d'indicateur des préférences des consommateurs. Ainsi donc, la décision d'investir dans tel secteur ou dans telle entreprise n'a pas de fondement objectif qui exprimerait l'utilité sociale des produits; c'est une décision subjective qui est fondée sur des objectifs politiques. Nous le verrons, c'est pour cette raison que la production de certains produits ne correspond pas aux besoins des consommateurs ni même des producteurs.

2° S'il est facile de déterminer théoriquement le niveau général des prix en tenant compte du rapport des deux secteurs, en revanche il n'est pas facile de rendre compatibles la fixation des prix individuels et le niveau général des prix exigé théoriquement.

En effet, l'un des problèmes importants posés au système à planification centralisée est la fixation des taux de profit ou de la production nette des différents secteurs et entreprises; en d'autres termes, comment fixer le prix de chaque produit, de façon que la dépense de la totalité du revenu écoule la totalité du produit, sans qu'apparaisse ni excédent ni déficit de la demande dans l'ensemble du système?

Ce problème ne se pose pas dans une économie de marché car c'est le marché qui est l'élément régulateur, si le profit est dépensé sur le marché auquel il est destiné.

5. DE LA LOI DE LA VALEUR A LA FORMATION DES PRIX: APPLICATION DANS LE SYSTEME A PLANIFICATION CENTRALISEE

En URSS on peut distinguer, dans l'évolution de la théorie comme de la politique économique (application de la théorie), plusieurs périodes.

5. 1. *La période " stalinienne "*

La formulation de la conception stalinienne de la formation des prix se trouve dans une brochure publiée en 1952:

"La loi de la valeur énoncée par Marx, selon laquelle l'échange de marchandises s'effectue à des prix proportionnels à la quantité de travail socialement nécessaire dépensée pour leur production, s'applique à l'économie de marché; elle ne peut régir une économie socialiste, du fait de l'abolition de la propriété privée des moyens de production."

Remarquons que dans le système capitaliste, chaque entrepreneur doit respecter la relation établie par Marx: $P = c + v + pl$. L'entrepreneur, pour pouvoir rester sur le marché, doit tenir compte du montant de son amortissement (et du produit intermédiaire), du coût salarial et de son profit. Ce rapport établi par Marx représente le partage de la production réelle entre ses trois destinataires. Or, dans le système de Marx, la rémunération des travailleurs ne représente pas la valeur monétaire de la production, elle représente la valeur des produits obtenus par les travailleurs; mais, pour que la plus-value circule, il faut qu'elle soit monétisée. Nous savons que la réalisation de la plus-value n'est pas expliquée dans le système de Marx. En revanche, nous avons vu qu'elle peut l'être dans le système à planification centralisée, du fait des deux secteurs.

La lecture de cette brochure, publiée en 1952, nous amène à poser plusieurs questions, notamment les deux suivantes:

1° Est-ce que la loi de la valeur fondée sur le travail peut être différente dans une économie capitaliste et dans une économie où les moyens de production ne sont pas privés? Autrement dit, est-ce que la loi de la valeur s'applique différemment dans une économie salariale, que les moyens de production y soient privés ou collectifs?

Nous savons que la réponse est non.

En effet, la mesure, la monétisation de la production, la formation du revenu, se réalisent dans l'acte de la rémunération des travailleurs. Dans un système salarial, à l'équilibre, la dépense du revenu formé à la production écoule sa contrepartie, qui est le produit.

Néanmoins, on peut dire maintenant que la proposition de Staline permet d'abandonner la valeur absolue établie par Marx et d'appliquer la loi de la valeur globale à l'ensemble des produits. Ainsi cette proposition est compatible avec le revenu de transfert.

Cette proposition permet aux planificateurs de fixer les prix en fonction des objectifs politiques et/ ou sociaux.

Distinguons deux sortes de biens de consommation:

- les produits de première nécessité dont le prix est inférieur au coût de production.

- les produits, dits de luxe, dont le prix est supérieur au coût de production.

Exemple:

$S1 = 50 \text{ UM} = 50 \text{ UPi}$

$S2 = 25 \text{ UM} = 25 \text{ UPc1}$ et $25 \text{ UM} = 25 \text{ UPc2}$

c1 = produits de première nécessité

c2 = produits de luxe

Prix planifiés pour les produits de consommation:

$P_{c1} = 25$ $U_{Pc1} = 20$ UM, $1 U_{Pc1} = 0,8$ UM

$P_{c2} = 25$ $U_{Pc2} = 80$ UM, $1 U_{Pc2} = 3,2$ UM.

On le voit, la vente des produits de consommation absorbe la totalité du revenu qui a monétisé la production.

Or, dans ce système à planification centralisée, la difficulté est d'établir le niveau de l'ensemble des prix de telle façon que l'écoulement de la totalité des produits absorbe la totalité des revenus.

2° Les prix ainsi fixés permettent-ils de faire apparaître la préférence des consommateurs? Non, car les prix sont fixés par le planificateur et non sur le marché, où la préférence des consommateurs s'exprime grâce au jeu de l'offre et de la demande.

Même si la fixation des prix planifiés est théoriquement possible, les prix étant fixés par le plan, les pertes et profits n'ont aucune signification économique, en ce sens que n'apparaît aucun indicateur susceptible de faire savoir quels sont les secteurs ou les entreprises où il faut effectuer des investissements susceptibles de favoriser leur évolution.

Ce n'est donc pas l'abandon de la formation des prix fondés sur la valeur absolue qui est l'une des causes principales de l'échec du système à planification centralisée, comme nous le verrons plus loin, mais c'est la façon arbitraire dont les prix sont fixés, ainsi que nous le montre l'exemple suivant:

Si les prix individuels n'étaient pas fondés sur le coût de production et sur la préférence des consommateurs, c'est-à-dire si l'on ne respectait pas les exigences imposées par les lois économiques, il serait possible d'offrir des produits gratuits sur le marché.

Ainsi le pain a-t-il été gratuit pendant un certain temps. (Cette décision n'est pas incompatible avec le système à planification centralisée des prix). Mais on s'est aperçu que la gratuité engendre ou augmente le gaspillage. En effet, les paysans ont utilisé le pain pour nourrir les bêtes leur appartenant.

De même les bas prix (par rapport au coût de production) peuvent engendrer un résultat similaire.

D'une façon générale, les propositions de Staline restent ambiguës. En effet, pour lui, dans le premier secteur, la loi de la valeur doit être respectée pour la formation des prix; dans le second, elle ne s'impose plus du tout aux planificateurs.

Cette politique des prix a pu paraître justifiée pendant toute la période stalinienne en s'appuyant sur le raisonnement qui suit:

les prix de gros des biens d'équipement et des matières premières déterminent les coûts de l'ensemble de l'industrie. Ainsi a-t-on intérêt, dans un système socialiste, à ce que ces coûts soient les plus bas possible, (car cela permet, en dernière analyse, de baisser les prix des biens de consommation vendus à la population; autrement dit, la part de c , l'amortissement, diminue). Pour ce faire, on maintient au niveau le plus bas possible les prix des moyens de production.

La question que l'on peut alors se poser est la suivante:

Est-il vrai que si l'on maintient bas les prix des moyens de production, les prix des biens de consommation seront bas aussi? Il s'agit du niveau général des prix dans le secteur II.

Essayons de voir d'abord ce qui a été reproché à ces propositions, avant d'en étudier les limites analytiques.

Certains pensent que lorsque le niveau des prix planifiés du secteur I est bas, ce secteur sera peu "rentable", c'est-à-dire qu'il ne réalisera pas

de profit. Mais dans un système économique où le profit n'est pas un "indicateur de succès" de l'activité de l'entreprise, comme c'était le cas en URSS jusqu'à une période récente, l'absence de profit ne présente pas d'inconvénients. En effet, en URSS, ce n'était pas le niveau du profit qui était l'indicateur de l'évolution des secteurs ou des entreprises, mais les objectifs du planificateur.

On peut encore objecter que, si le secteur des moyens de production fonctionne à "perte", l'Etat devra le subventionner par des dotations budgétaires. A cela on répondra que l'Etat récupère ce montant, soit dans le secteur des biens de consommation, soit par des prélèvements obligatoires qui lui permettent de diminuer les prix du " marché ".

En effet, nous avons vu que le profit réalisé dans le secteur II est égal à la monétisation du secteur I, dans le cas où il n'y a pas de financement budgétaire du secteur I.

Mme Lavigne pense que ce raisonnement n'est pas juste et elle en donne deux raisons:

" ...

a) les entreprises de l'industrie lourde s'étaient habituées au déficit et, comptant sur les subventions de l'Etat, ne faisaient aucun effort pour améliorer leur gestion économique;

b) dans l'ensemble de l'industrie s'était établie une tendance au gaspillage des biens d'équipement et des matières premières, du fait que ceux-ci ne coûtaient presque rien aux entreprises." (Les Economies Socialistes, Ed. Armand Colin, 1979, P. 282).

En fait, les problèmes soulevés par Mme Lavigne ne peuvent pas mettre en cause la fixation du niveau des prix puisque ceux-ci n'ont pas d'autre signification économique que de respecter l'équilibre de l'offre et

de la demande; en revanche, ils dénoncent le fonctionnement du système socialiste à planification centralisée et son organisation.

5. 1. 2. Les limites des propositions staliniennes:

Le problème est de savoir si le bas niveau des prix dans le secteur I (prix = coût de production) a un effet sur le niveau général des prix dans le secteur II, dans le cas où le budget de l'Etat n'intervient pas.

La valeur monétaire du produit national est égale à la somme des rémunérations des travailleurs, tandis que pour une entreprise ou un secteur, le prix s'établit selon la formule de Marx: $P = c + v + m$,

c et m représentent respectivement l'amortissement du capital, capital fixe et circulant, et la formation du capital net, qui ont leur source dans le revenu formé à la production, en ce sens que leur valeur ne s'ajoute pas à la valeur établie à la production. Nous avons vu que pour l'ensemble de la nation la somme des prix est égale à la somme des rémunérations qui mesurent la valeur monétaire de la production de la période. Autrement dit, la dépense du revenu formé à la production permet d'écouler la totalité du produit en le partageant entre amortissement, salaires et formation du capital net ($c + v + m$).

On le voit, si le budget de l'Etat n'intervient pas, le niveau général des prix du secteur de consommation dépend du rapport des deux secteurs. Par conséquent, le prix des biens de consommation contient le revenu de transfert qui est égal à la valeur monétaire du secteur des biens de production.

Cela ne veut pas dire que le secteur des biens de production ne peut pas réaliser de profit. En effet, on peut diviser ce secteur en deux sous-secteurs, l'un qui produit des biens d'équipement destinés au secteur II et l'autre qui produit des biens d'équipement destinés au secteur I.

Ainsi le profit réalisé dans le secteur II lui permet-il d'acheter les produits d'équipement qui lui sont destinés; dans ce cas, le secteur I réalise un profit avec lequel il peut financer l'achat des produits d'équipement qui lui sont destinés.

Autrement dit, si l'on veut diminuer le niveau des prix du secteur des biens de consommation, il faut diminuer le rapport entre le secteur I et le secteur II. Mais dans ce cas on diminue les investissements, ce qui n'est pas favorable à l'évolution économique.

Il est important de signaler que l'une des causes qui limitent l'évolution du secteur de consommation se trouve dans la part du produit d'équipement destiné à l'armement.

5. 2. Réforme des prix

Le principe d'une réforme avait été décidé en 1960. Mais cette réforme n'a abouti qu'en 1965. Les auteurs de cette réforme ont retenu la formule traditionnelle appliquée à une économie planifiée centralement:

Prix = coût de production + marge de profit proportionnelle à ce coût.

Il a donc fallu déterminer pour chaque produit le coût moyen de production. Ce calcul a été difficile, car les données fournies par les entreprises étaient incomplètes, voir délibérément faussées.

Le premier objectif du planificateur a été d'assurer dans toutes les branches une rentabilité suffisante pour que toutes les entreprises normalement gérées puissent obtenir un profit normal. (Remarquons que s'il n'y a pas de financement budgétaire des investissements, la somme des profits du secteur de consommation ne doit pas dépasser la somme des rémunérations dans le secteur I).

La réforme a quand même atteint l'un de ses buts: elle a réduit le nombre des entreprises à déficit planifié.

Cette "réforme" a permis de centraliser les données afin de fixer les prix en fonction du coût de production moyen par branche et d'écartier les entreprises les moins rentables. Mais la rentabilité des entreprises dépend aussi de leur lieu d'implantation et de l'accès plus ou moins facile à la main-d'oeuvre qualifiée et aux matières premières.

En outre, une entreprise peut réaliser un coût de production qui satisfasse les exigences des planificateurs sans pour autant que son produit soit demandé. Enfin, ces "réformes" ne changent pas le fond du problème par rapport au système établi au temps de Staline, puisque les prix sont toujours fixés par le plan.

Ces problèmes économiques sont, dans une large mesure, systémiques. Ils reflètent les incohérences profondément enracinées du système à planification centralisée.

5. 3. Les limites de la réforme des prix:

5. 3. 1. Les prix ne reflètent toujours pas les préférences des consommateurs

Ces "réformes" ne permettent ni aux entreprises ni aux planificateurs de tenir compte, véritablement, des préférences des consommateurs, elles ne permettent donc pas non plus aux entreprises de se développer en fonction de ces préférences.

En fait, l'élément qui permet la réalisation de ce double objectif est le profit des entreprises, profit réalisé sur le marché par le jeu de l'offre et de la demande. Mais le profit dans ce système est planifié et sa

réalisation ne tient donc pas compte des préférences des demandeurs sur le marché des produits.

Etant donné que les préférences des consommateurs ne sont pas prises en compte dans ce système, on peut se poser la question de savoir si tous les produits seront demandés.

En effet, dans un système à planification centralisée, les dirigeants s'imposent comme objectif de satisfaire les besoins des citoyens.

"Le but de la croissance économique est la *satisfaction* toujours plus complète *des besoins* matériels et culturels sans cesse *croissants* des citoyens au moyen du *développement et du perfectionnement* constant de la production socialiste."

Il s'agit donc de connaître les besoins et de savoir quels sont les secteurs qu'il faut développer; cela implique de connaître les préférences des consommateurs et des producteurs.

Quel est le rôle joué par les préférences des consommateurs et/ou des producteurs?

La connaissance des préférences des consommateurs permet de savoir si la production d'un bien doit être développée, maintenue au même niveau ou arrêtée, si l'on a atteint une limite, par exemple, en ce qui concerne la production de certains produits alimentaires; elle permet également de porter un jugement sur la qualité du produit et, partant, de maintenir sa production, de l'augmenter ou de l'arrêter si ce produit ne correspond plus aux besoins.

La connaissance des préférences des producteurs permet aussi de savoir si les équipements et les produits intermédiaires correspondent aux besoins de production et d'investissement des entreprises.

Il est vrai que c'est la production qui crée les besoins. Mais pour savoir si ces produits correspondent aux véritables besoins, il faut établir et respecter quelques règles simples.

Dans une économie de marché, c'est le marché qui guide la production.

Il ne s'agit pas de faire l'apologie de l'économie de marché, assimilée souvent uniquement à l'économie capitaliste, dont nous connaissons les limites, en particulier en ce qui concerne les problèmes posés par la répartition et le chômage.

Il s'agit d'utiliser un outil, un moyen permettant de transmettre des informations.

Dans une économie à planification centralisée, telle qu'elle a fonctionné, il n'y avait pas de véritable indicateur, (le marché ne jouait pas son véritable rôle), c'était le planificateur qui prenait les décisions. Pouvait-il savoir si un produit correspondait aux besoins et aux préférences des consommateurs ou/et des producteurs?

Une chose est de vouloir diminuer le nombre des entreprises déficitaires, (exemple: les réformes après Staline), autre chose est de vouloir tenir compte des préférences et des besoins, puisque, même après les réformes, les prix ne reflétaient toujours pas les préférences et les besoins des consommateurs.

5. 3. 2. Il n'est pas facile de fixer le niveau des prix pour que l'écoulement de la totalité des produits absorbe tous les revenus

Etant donné qu'il y a plusieurs centres de fixation des prix et différentes sortes de prix, un problème important se pose à ce système: est-ce que la somme des prix fixés par les différents centres absorbe la somme des rémunérations?

En effet, il faut que dans l'ensemble de l'économie le taux de profit et le taux d'amortissement soient établis de telle façon que la somme des prix des produits de consommation ne soit ni inférieure ni supérieure à la somme des rémunérations. Il semble que la planification du système soviétique ne permet pas d'assurer que cette exigence absolue soit respectée.

Si cette exigence n'est pas réalisée, il se produit soit une insuffisance, soit un excès de demande. Dans ce dernier cas, le revenu existe mais il n'y a plus de produit en face, puisque les prix ne couvrent pas la somme des rémunérations et c'est là l'une des causes de l'apparition des files d'attente aux portes des magasins. En effet, les détenteurs de monnaie tentent de la transformer en pouvoir d'achat réel dès que le produit arrive dans les magasins. Or, tout le monde ne peut pas effectuer cette conversion, seuls les premiers sont servis.

Pour écarter toute ambiguïté concernant les raisonnements précédents (l'apparition d'une demande sans offre), essayons de répondre aux questions suivantes:

1° Y a-t-il une limite aux besoins? Quel est l'élément qui limite les besoins d'une personne ou d'une nation? C'est le revenu pour une personne et la production globale pour une nation. En outre, pour pouvoir importer certains biens qui ne sont pas produits dans la nation, il faut exporter pour le même montant. Autrement dit, la satisfaction des besoins dans une nation est limitée par le niveau de sa production.

2° Quelle est la limite de la demande? Est-il possible que, dans une situation d'équilibre monétaire, la demande globale dépasse l'offre globale?

Non, car la source de la demande globale se trouve dans la valeur de l'offre globale. Nous savons que c'est le revenu fixé à la production qui mesure la valeur de l'offre globale; la dépense de la totalité du revenu ainsi fixé permet donc d'écouler la totalité du produit.

6. LES CAUSES DE L'APPARITION D'UNE DEMANDE SANS OFFRE DANS UNE ECONOMIE A PLANIFICATION CENTRALISEE

Supposons, comme c'est le cas dans ce système, deux secteurs de production: produits d'investissement et produits de consommation. Le secteur I monétise sa production pour 50 UM et 50 Upi, de même que le secteur II monétise sa production pour 50 UM en réalisant 50 Upc. Le revenu national est de 100 UM face à 50 Upi et 50 Upc; les titulaires de revenu n'ont droit qu'aux produits du secteur II, soit 50 UPc.

$$SI = 50 \text{ UM} = 50 \text{ UPi}$$

$$SII = 50 \text{ UM} = 50 \text{ UPc.}$$

Si l'on ne se trompe pas dans la fixation des prix et si tout le produit est demandé, le niveau des prix du secteur de consommation sera égal à: $2 \text{ UM} = 1 \text{ UPc}$. En vendant la totalité des produits de consommation (50 UPc), les entreprises du secteur II récupèrent la totalité du revenu (100 UM).

6.1. *Premier cas d'apparition d'une demande sans offre*

Si l'on se trompe dans la fixation des prix et si on les fixe, par exemple, à un niveau plus bas que celui qui est exigé par le rapport des deux secteurs, on obtient le résultat suivant:

$$1,8 \text{ UM} = 1 \text{ UPc, d'où:}$$

$$50 \text{ UPc} \times 1,8 \text{ UM} = 90 \text{ UM.}$$

Il reste ainsi 10 UM qui ne peuvent pas exercer leur pouvoir d'achat car tout le produit destiné aux consommateurs est écoulé. Autrement dit, la demande existe mais il n'y a plus de produit en face, bien qu'à chaque période on ait établi la relation d'équivalence entre le revenu et le produit de la période.

Ces 10 UM qui manquent au planificateur créent un déficit de financement des biens d'équipement; apparaît ainsi un déficit budgétaire de l'Etat, qui permet de combler ce manque à gagner pour financer l'achat de produits d'investissements. C'est l'une des raisons de l'existence du déficit budgétaire permanent dans ce système.

Est-ce que le financement budgétaire des investissements, dans ce système, s'ajoute aux revenus des travailleurs?

Non, car ce montant est attribué aux entreprises qui le dépensent sur le marché des biens d'équipement et cela permet aussi aux entreprises de ce secteur de se désendetter vis-à-vis du système bancaire.

Or, cet ajustement s'établit automatiquement dans les économies de marché, si le profit est dépensé sur le marché auquel il est destiné.

6. 2. Deuxième cas d'apparition d'une demande sans offre

Supposons que, dans la période, les prix soient fixés de telle façon qu'ils absorbent la totalité des rémunérations de la période, si tous les produits sont demandés; mais si tous les produits de la période ne sont pas demandés et si ces produits, non demandés, ne sont pas écoulables (c'est-à-dire ne correspondent pas aux besoins des consommateurs) alors apparaît une demande sans offre.

Supposons que 5 Upc ne correspondent pas aux besoins des consommateurs; les entrepreneurs du secteur II écoulent alors 45 Upc et récupèrent 90 UM (1 Upc = 2 UM), les titulaires de revenu disposent de

10 UM qui constituent une demande mais ils ne trouvent pas de produits satisfaisant leurs besoins.

6. 3. Troisième cause de l'apparition d'une demande sans offre

Est-ce que la distribution des primes est compatible avec les prix planifiés?

Distinguons deux sortes de primes:

6. 3.1 Les primes fondées sur le dépassement de la production planifiée peuvent-elles entrer dans le calcul des prix?

(Période stalinienne)

Nous savons que le planificateur fixe le niveau de production de chaque entreprise en fonction des moyens dont il dispose.

Les primes accordées sont fonction du dépassement du niveau de production établi par le plan.

Or, la distribution de ces primes pose un problème aux planificateurs qui doivent fixer les prix de telle façon que la vente de la totalité des produits absorbe la totalité des revenus.

Il est vrai que si les primes étaient proportionnelles au coût de production, elles ne poseraient pas de problème, car le coût moyen ne changerait pas. En revanche, étant donné que les prix sont fixés pour plusieurs périodes, si les primes sont proportionnellement supérieures au coût initial qui a permis aux planificateurs d'établir les prix, le dépassement engendre une demande sans offre.

En effet, pour connaître le montant des primes, il faut connaître le niveau des dépassements; or, si le planificateur connaissait ce niveau, il établirait la production à ce même niveau. Remarquons que dans la

période stalinienne les primes représentaient 40 à 60% des revenus, ce qui est considérable.

6. 3. 2 Les primes prélevées sur le profit qui dépasse le profit moyen entrent-elles dans le calcul des prix?

(Réforme suivant la période stalinienne).

Ces primes ayant été prélevées sur le profit ne peuvent pas entrer dans le calcul des prix qui ont déjà été fixés.

Prenons pour exemple le cas où les prévisions initiales du plan, qui fondent le calcul des prix, sont les suivantes:

SI $50 \text{ UM} = 50 \text{ UPi}$,

SII $50 \text{ UM} = 50 \text{ UPc}$.

Le niveau des prix s'établit de cette façon: $2 \text{ UM} = 1 \text{ Upc}$. Ainsi SII, en vendant la totalité de son produit, réalise alors un profit de 50 UM., dont 40 sont redistribuées comme primes.

Si les primes sont proportionnellement supérieures au coût initial, le dépassement du plan peut être établi de la façon suivante:

$15 \text{ Upc} = 20 \text{ UM}$

$15 \text{ Upi} = 20 \text{ UM}$.

Le niveau des prix étant toujours fixé pour $2 \text{ UM} = 1 \text{ Upc}$, les entreprises, en vendant les 15 UPc, récupèrent 30 UM. Or, les titulaires de revenu possèdent encore 10 UM qu'ils ne pourront pas dépenser puisqu'il n'y a plus de produit. Aussi la distribution de primes constitue-t-elle une demande sans offre ainsi qu'une insuffisance de la demande des entreprises, demande qui aurait dû financer l'achat de produits d'équipement. Par conséquent, la distribution de primes, cause de l'insuffisance de la demande de biens d'équipement, aggrave le déficit budgétaire de l'Etat. La situation serait encore plus grave si une partie du

produit n'était pas écouable et si néanmoins certaines entreprises distribuait une partie de leur profit.

6. 4. *Quatrième cause d'apparition d'une demande sans offre:*

La planification centralisée suppose l'organisation de l'ensemble des relations qui vont s'établir entre les entreprises et les branches de production, de façon à assurer l'approvisionnement de toutes les entreprises, organisation délicate, car tout décalage par rapport aux prévisions entraîne une réaction en chaîne.

Toute entreprise qui, par manque d'un produit, ne réalise pas la production prévue, ne peut pas assurer les livraisons qu'elle devrait effectuer, ce qui entraîne, en conséquence, d'autres retards dans d'autres entreprises qui, à leur tour, ne peuvent pas livrer leur produit.

Le même problème se pose si le produit livré à une entreprise (produit intermédiaire et/ou d'équipement) ne correspond pas aux besoins de l'entreprise.

Autrement dit, si la production d'une entreprise est bloquée, la livraison du produit fini, prévue par le plan, est également bloquée.

Mais étant donné, d'une part, que les rémunérations sont effectuées, d'autre part, que le planificateur a tenu compte de cette production pour fixer les prix (sauf exception), une demande sans offre apparaît puisque l'ajustement par les prix n'est pas possible dans ce système.

Nous savons que, dans une économie de marché, dès qu'un fournisseur n'est pas en état de livrer les produits prévus à une entreprise, cette dernière s'adresse à d'autres fournisseurs. En outre, dans ce système, les prix s'ajustent sur le marché. Or, changer de fournisseur dans le système à planification centralisée est soit impossible, soit extrêmement difficile.

Eviter que ne se produisent de tels blocages était sans doute l'un des problèmes principaux de la planification à la soviétique.

L'apparition de la demande sans offre est l'une des causes de l'apparition du marché noir ou marché de l'ombre.

D'où viennent les produits offerts sur ce marché?

C'est une partie de la production officielle qui est détournée. En effet, la production parallèle est souvent réalisée par les outils et la main-d'oeuvre détournés de la production officielle. Il va sans dire que les dépenses effectuées sur le marché parallèle échappent au marché officiel; c'est un circuit en marge du circuit officiel.

7. LES POLITIQUES D'AJUSTEMENT PEUVENT-ELLES SUPPRIMER LA DEMANDE SANS OFFRE?

Nous avons vu que, dans ce système, la monnaie devient revenu monétaire dans l'acte de la rémunération des travailleurs. Les titulaires de revenu vont s'en servir pour acheter des biens de consommation aux prix fixés par le planificateur. La monnaie va ainsi circuler dans l'économie, intervenant comme instrument de mesure et d'échange.

Dans ce système, le planificateur a-t-il besoin de contrôler le circuit des échanges monétaires pour éviter l'apparition de tensions, caractérisées par un excédent ou une insuffisance de monnaie par rapport aux besoins des transactions, c'est-à-dire par rapport aux produits qui sont présentés sur le marché et dont les prix sont fixés par le plan?

Non, car étant donné que le rapport entre la monnaie et le produit s'établit à la production et que le profit monétaire ne peut pas être

dépensé sur le marché du travail, on peut penser que les tensions monétaires ne doivent pas exister dans un tel système à planification centralisée.

En outre, dans les économies à planification centralisée, la politique monétaire n'est pas nécessaire pour la relance économique, car dans ce système les ressources de la société sont directement réparties par le plan entre investissement et consommation, de manière à réaliser le taux de croissance souhaité par le plan.

Puisque l'offre crée sa propre demande, la limite de la demande est le revenu formé à la production grâce aux rémunérations. Nous avons vu que l'une des raisons de la distorsion entre l'offre et la demande apparaît du fait que le niveau des prix fixé par le plan ne permet pas d'absorber la totalité du revenu qui a permis la monétisation de la production. Ainsi apparaît une demande sans offre.

Les observateurs de ce système constatent cet excès de demande sans véritablement en expliquer la cause et ils voient la solution dans les politiques d'ajustement.

"La politique monétaire socialiste, dans sa pratique traditionnelle, ne se préoccupera donc que de la circulation monétaire dans le secteur de la consommation, en adaptant la quantité de monnaie aux besoins de transactions dans ce domaine. Si la correspondance n'est pas réalisée, *concrètement s'il apparaît un excès de la quantité de monnaie détenue par la population par rapport à ses besoins, il faudra rétablir l'équilibre, par une action sur les prix, sur les revenus et sur l'offre de biens et services.*" (Mme Lavigne, 1979, P. 313. Souligné par nous).

Ces propositions permettraient-elles d'écarter l'excès de la demande? Essayons de voir, dans un premier temps, quelle est la portée de ces propositions.

7. 1. L'amélioration de l'offre

Il est vrai, et c'est le souhait des responsables politiques et économiques dans ces pays, que l'amélioration de l'offre, c'est-à-dire son adaptation aux besoins des consommateurs, établit un meilleur rapport entre l'offre et les produits désirés (la demande); en effet cette amélioration supprimerait l'une des causes de l'apparition de l'excès de la demande, toutefois sa portée est limitée, car le point de référence, qui est le profit réalisé sur le marché et non imposé par le plan, n'apparaît pas dans ce système et ne permet donc pas de développer les secteurs qui produisent des biens correspondant aux besoins des consommateurs. En outre, à chaque période, l'offre crée sa propre demande et l'amélioration de l'offre par rapport à la demande n'a pas d'effet sur la demande sans offre, apparue dans les périodes passées.

7. 2. La politique des revenus

Etant donné qu'à chaque période s'établit une relation d'équivalence entre la rémunération des travailleurs et les produits de la période, quel que soit le niveau des salaires nominaux, le revenu ainsi formé a le pouvoir d'écouler le produit de la période. Ainsi les variations de revenu ne changent en rien le résultat obtenu, résultat réalisé dans une période passée mais ayant son effet dans la période actuelle. La variation des revenus n'affecte pas la demande de la période ni n'absorbe les excès de monnaie des périodes passées.

Exemple:

T1, SI $100 \text{ UM} = 100 \text{ UPi}$

SII $100 \text{ UM} = 100 \text{ Upc}$,

Il s'ensuit que le niveau général des prix, qui permet d'écouler tout le produit, doit être le suivant: $2 \text{ UM} = 1 \text{ UPc}$.

Or, si le niveau des prix est établi de la façon suivante: $1,8 \text{ UM} = 1 \text{ UPc}$, même en vendant la totalité des produits, on ne récupère que 180 UM; par conséquent il apparaît un excès de la demande de 20 UM.

En T2, pour absorber cet excès, on diminue le revenu de 20 UM.

SI $90 \text{ UM} = 100 \text{ UPi}$

SII $90 \text{ UM} = 100 \text{ Upc}$.

Dans ce cas, si l'on ne se trompe pas, le niveau général des prix planifiés est de: $1,8 \text{ UM} = 100 \text{ UPc}$, mais les excédents de la période précédente ne sont pas absorbés.

7. 3. La politique des prix

Pour éliminer l'excès de la demande par une politique des prix, il faut connaître la cause de l'excès et les problèmes posés par les prix dans ce système. Il ne semble pas que Mme Lavigne les perçoive véritablement. Comme beaucoup d'autres auteurs, elle pense que l'on peut appliquer à une économie planifiée à la soviétique les mêmes politiques que celles que l'on applique dans les économies de marché.

En conclusion, on peut dire qu'il faut: soit abandonner la fixation de tous les prix par le plan, proposition que nous avons étudiée, mais qui ne semble pas apparaître chez Mme Lavigne, soit garder le système de fixation des prix, mais, comme nous l'avons vu, cette politique des prix n'apporte pas de véritable solution.

Même si l'on arrive à connaître le montant des revenus qui n'a pas été absorbé dans la période précédente, on ne peut pas fixer les prix de la période en tenant compte de ce montant non dépensé, du fait que les prix de chaque période doivent être fixés en fonction du revenu de la période. En effet, la structure de la fixation des prix est très difficile à changer d'une période à l'autre. Tant que tous les prix sont fixés par le plan, se pose le problème de la non-récupération d'une partie du revenu.

Pour résoudre le problème de l'excès de la demande, il faut que les planificateurs laissent se fixer un certain nombre de prix sur le marché des produits (par exemple les prix des produits qui ne sont pas considérés comme des produits de première nécessité). Autrement dit, c'est un changement dans le mode de la fixation des prix qu'il faut envisager. C'est l'un des points que nous allons évoquer dans les développements qui suivent.

8. EXISTE-T-IL DES SOLUTIONS?

8. 1. *Avant le changement du système*

La libéralisation des prix d'un certain nombre de produits aurait permis d'absorber l'excédent de la demande. (Elle aurait concerné les prix des produits qui n'étaient pas considérés comme produits de première nécessité).

8. 2. *Dans une perspective de changement du système*

Avant de libérer les prix, sans doute aurait-il fallu privatiser un certain nombre d'entreprises, ce qui aurait permis d'absorber l'excédent de monnaie par la vente de certaines entreprises aux

titulaires de cette demande excédentaire. (Cette proposition suppose l'abandon du système à planification centralisée au profit d'un système capitaliste).

9. DANS LE SYSTEME A PLANIFICATION CENTRALISEE SOVIETIQUE, LA DETERMINATION DES SALAIRES EST ARBITRAIRE

Nous avons vu que, dans le système salarial, la rémunération des travailleurs permet de mesurer à la fois le produit et la formation des revenus qui représentent la monétisation de la production.

Dans le système socialiste, le principe de base de la répartition est fondé sur le travail fourni: " de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail ”.

Ainsi, la seule source de revenu est le travail, en revanche, les capacités des travailleurs ne sont pas identiques, et leurs rémunérations seront différentes.

Etant donné que le système est dominé par le salariat et qu'il admet différentes qualifications et donc différentes rémunérations en fonction de ces qualifications, le problème est de savoir si, pour fixer les rémunérations, les règles imposées par le système salarial dans le secteur marchand sont respectées.

Essayons de voir comment ces règles sont établies à travers l'analyse de Marx.

Selon Marx, le fondement et la mesure de la valeur d'une marchandise est le travail socialement nécessaire à sa production. La quantité de travail est mesurée par le temps de travail. Mais on doit tenir

compte des différences de qualifications et d'intensité du travail. C'est le problème de la réduction du travail complexe en travail simple.

Ce problème se trouve résolu par Marx par le rapport des salaires payés aux travailleurs en fonction de leur qualification.

“ Les fonctions des travailleurs collectifs étant plus ou moins simples ou complexes, inférieures ou élevées, ses organes, c'est-à-dire les forces de travail individuelles, doivent aussi être plus ou moins simples ou complexes: elles possèdent par conséquent des valeurs différentes. La manufacture crée ainsi une hiérarchie des forces de travail à laquelle correspond une échelle graduée des salaires ”. (Marx, 1973 L.1, T.2, P. 40,).

Cependant, un autre problème surgit: comment et par qui est établie la hiérarchie des salaires ou des qualifications?

Dans une économie de marché (salariale), c'est le marché qui établit cette hiérarchie en fonction de l'utilité sociale, utilité sociale qui apparaît à travers le prix de chaque produit.

Dans une économie socialiste, à partir du moment où il existe une hiérarchie des salaires, le problème est de savoir quel est l'indicateur qui permet à l'autorité centrale d'établir cette hiérarchie des salaires. Les prix étant fixés par l'autorité centrale, le marché ne joue pas son rôle d'indicateur.

9. 1. *Le principe de la fixation des salaires pendant la période stalinienne:*

La période stalinienne a été marquée par une politique "volontariste", caractérisée par plusieurs éléments:

1° La forme essentielle de rémunération est le salaire au rendement, qui fait dépendre le revenu du travailleur de ses résultats. Le salaire est

majoré par les primes liées au dépassement du plan de production, primes qui constituent de 45 à 60% des rémunérations.

2° Les écarts entre les salaires, à travail égal, sont très importants, selon les branches, du fait de la politique de priorité à l'industrie lourde.

3° Les écarts entre les salaires les plus bas et les salaires les plus élevés sont très importants.

4° La fixation des niveaux des salaires est arbitraire, car les prix sont fixés arbitrairement.

9. 2. La détermination des salaires après la période stalinienne:

Le XXe congrès du Parti, en 1956, après la mort de Staline, décide de réviser le système des salaires et traitements et une série de décisions sont prises dans ce sens par des décrets fixés entre 1956 et 1960. Une nouvelle révision des conditions de rémunération est réalisée à partir de 1972 et officiellement introduite en 1974.

Après dix-huit ans de révisions, la politique des salaires de 1974 se caractérise par les objectifs suivants:

1° Rationaliser la détermination des salaires de manière à réaliser leur adéquation au travail fourni;

2° Assurer au niveau macro-économique l'équivalence de la masse des salaires et les résultats du travail, c'est-à-dire établir une proportionnalité entre l'accroissement des salaires et celui de la productivité du travail;

3° Continuer à payer les primes en fonction du dépassement du plan de production.

9. 3. *Peut-on parler d'une véritable réforme?*

Non, car le principe des rémunérations n'a pas changé. Les responsables politiques et économiques n'ont fait que formuler une exigence pour une meilleure gestion de la monétisation de la production, exigence qui ne peut véritablement aboutir, du fait de l'organisation du système.

Les éléments qui fondent ces réformes appellent quatre.

Remarques:

1° La fixation des salaires dans ce système est arbitraire; les salaires sont fixés par les autorités politiques et non par le marché, du fait de l'offre et de la demande du produit et donc du travail. L'utilité sociale n'apparaît donc en rien, car les salaires et les prix sont toujours fixés par le plan.

2° Dans le domaine salarial, on constate un décalage fréquent entre les prévisions des plans et les résultats effectifs.

L'évolution des salaires dépasse généralement leur augmentation planifiée. Pour un fonds de salaire planifié d'un niveau donné, le chef d'entreprise conserve en effet une marge non négligeable. Il a la possibilité d'influencer les rémunérations par la fixation des normes de production, par la multiplication des primes et surtout par le surclassement du personnel.

Or, si cette liberté donnée à l'entrepreneur peut être un élément positif dans l'absolu, car l'entrepreneur est celui qui a la meilleure connaissance de son entreprise et de ses salariés, en revanche, dans ce système, elle pose problème aux planificateurs pour la fixation des prix, à moins que les planificateurs ne connaissent, avant de fixer les prix, le montant de monnaie créée pour monétiser la production.

3° On observe que la règle qui fonde les prévisions des planificateurs, selon laquelle les salaires doivent augmenter en fonction de la productivité, n'est pas respectée dans la réalité; force est de constater également que la mesure statistique de la productivité n'est pas facile et qu'elle est marquée par diverses distorsions.

"Etablir une proportionnalité entre l'accroissement des salaires et celui de la productivité du travail", est une exigence inutile, puisque, quelles que soient la productivité et/ou les rémunérations, une relation d'équivalence est toujours établie entre les rémunérations et leur contrepartie: le produit de la période. C'est une exigence qui a plutôt un effet sur le niveau des prix fixés pour plusieurs périodes car une variation de la productivité ou des salaires crée, soit une demande sans offre, soit une offre sans demande.

4° L'un des buts de la réforme est d'assurer, au niveau macro-économique, "l'équilibre de la masse des salaires et le résultat du travail"; or cette équivalence est établie dans tous les cas. Les salaires et même les primes, qui ont leur source dans la monnaie nouvellement créée et non dans le profit, représentent la valeur monétaire de la production. Mais cela ne signifie pas que les rémunérations sont celles qui ont été prévues par le plan pour fixer les prix.

Ainsi peut-on dire que la fixation des prix planifiés ne permet pas de fixer le niveau des différents taux de salaires en fonction de l'utilité sociale des produits. Par conséquent, dans ce système, la fixation des taux de salaires ne peut être qu'arbitraire tant que les prix sont centralement planifiés.

CONCLUSION

Un changement radical, sinon une "révolution", qui n'est autre qu'un retour à l'idéal du socialisme, apparaît à travers cette définition du socialisme donnée par Gorbatchev: "*Qui dit socialisme, dit avant tout démocratie et qui dit démocratie dit liberté. Ou, peut-être, la liberté passe avant tout et la démocratie vient seulement après. La liberté politique, humaine et spirituelle, la liberté économique et bien sûr plus de justice*". (Izvestia, reproduit par Courrier international, n°7, décembre 1990).

Si cette définition est compatible avec l'idéal socialiste, en revanche elle est en rupture totale avec la réalité soviétique que Gorbatchev a qualifiée de totalitaire.

Pour Gorbatchev, la réforme politique devait précéder la réforme économique. Mais l'impatience de la population, pour qui le socialisme était devenu synonyme à la fois de la mauvaise gestion de l'économie et du non-respect des libertés et de la démocratie, n'a pas permis la réalisation des réformes prévues par Gorbatchev.

Comme nous avons essayé de le démontrer, l'échec du système socialiste a principalement deux causes.

1° Une *cause politique*: le non-respect de l'idéal fondé sur la liberté a non seulement supprimé la liberté individuelle mais aussi écarté la possibilité de toute critique. Or, la critique est une nécessité pour tout système en évolution, et prétendre qu'on peut parvenir à un système de liberté en passant par la dictature est un non-sens.

2° Une *cause économique*: la principale cause économique de l'échec est à rechercher dans l'organisation centralisée de toutes les

décisions, qui ne permet pas de tenir compte des préférences des demandeurs, c'est-à-dire des consommateurs et des entrepreneurs.

En effet, le but de la production est la consommation; il faut donc non seulement que les producteurs tiennent compte des besoins des consommateurs, mais aussi qu'ils respectent leurs préférences.

Il apparaît clairement que la force collective perd de son pouvoir du fait qu'elle écarte la critique et supprime la source des informations qui sont transmises par le marché et qui sont nécessaires à l'évolution.

Or ces problèmes, incohérence et désinformation, ont essentiellement deux causes: la planification des prix et l'inexistence du marché.

En effet, la cohérence est imposée par le marché et l'information est transmise par les prix. Si un produit ne correspond pas aux besoins ou s'il est de mauvaise qualité, il n'est pas demandé; en outre, les prix fixés sur le marché permettent de savoir quels sont les produits dont il faut augmenter la production. L'entreprise qui ne tient pas compte de ces éléments ne peut pas effectuer d'investissements et, même dans un système non-concurrentiel, elle ne pourra pas continuer à exister.

BIBLIOGRAPHIE

- ARON Raymond: (1970), *Marxismes imaginaires*, Ed. Gallimard, Paris.
- BARRY Françoise et LESAGE Michel: (1991), (sous la direction de): *URSS, la dislocation du pouvoir*, Documentation Française.
- BERTON-HOGGE Roberte, (1992), (sous la direction de): *La fin de l'URSS*, Documentation Française.
- CHAVANCE Bernard: (1989), *Le système économique soviétique de Brejnev à Gorbatchev*, Ed. Nathan.
- CROSNIER Marie-Agnès, GUEIT Jean, de TINGUY Anne: (1993), *Les années Gorbatchev*, Documentation Française..
- GARAND Albert: (1983), *Que reste-t-il de l'Economie de Marx?*, Librairie de la Vigie.
- HEGEL G. W.F.: (1941) *La phénoménologie de l'esprit*, Ed. Aubier, Paris.
- KORNAL J. (1984), *Le Socialisme et l'économie de la pénurie*, Ed. Economica.
- LAVIGNE Marie: (1983), *Les économies socialistes*; Ed. Armand Colin.
- LAVIGNE M. et ANDREFF W.: (1985), (Sous la direction), *La réalité socialiste, crise, adaptation, progrès*, Ed. Economica.
- MALTHUS Robert: (1969), *Principes d'économie politique*, Ed. Calmann-Lévy.
- MARX Karl: (1972,L.I T1), (1973,L.I T2), (1969,L.I T3), (1969, L II; T4), (1969, L II T5), (1971, L III T1), (1970, L III T7), (1971, L III T8), *Le Capital*, Ed. Sociales.
- MARX Karl: (1981), *Manifeste du parti communiste*, Ed. Pédagogie Moderne.
- NOVE A.: (1981), *L'économie soviétique*, Ed. Economica.
- RICHET Xavier: (1992), *Les économies socialistes européennes*, Ed. Armand Colin.
- ROLAND Gérard: (1989), *Economie politique du système soviétique*, Coll. "Socialisme" Ed. L'Harmattan.
- SADIGH Elie: (1994), *Crise et dépense du profit*, Ed. du LATEC, CNRS, Université de Bourgogne.
- SEUROT François: (1989), *Le système économique de l'URSS*, Ed. P.U.F.
- SIK Ota: (1974), *La troisième voie*, Ed. Gallimard.

SISMONDI J. C. L.: (1971), Nouveaux principes d'économie politique, Ed. Calmann-Lévy.

SMITH Adam: (1991), Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations, Ed. GF-Flammarion.

WINOCK Michel: (1992), Le socialisme en France et en Europe - XIXe-XXe siècle, Ed. Du Seuil-Point.

PERIODIQUES

Courrier international, décembre (1990), N°7.

Le courrier des pays de l'Est.

Problèmes politiques et sociaux, Série "U.R.S.S."

Problèmes Economiques.

SOMMAIRE

INTRODUCTION	1
1. LES CAUSES DU DEVELOPPEMENT DES IDEES SOCIALISTES	3
2. FONDEMENT IDEOLOGIQUE DU COMMUNISME	6
3. ORGANISATION ECONOMIQUE DU SYSTEME SOCIALISTE	10
4. LA REALISATION DU PROFIT DANS UN SYSTEME A PLANIFICATION CENTRALISEE	11
5. DE LA LOI DE LA VALEUR A LA FORMATION DES PRIX: APPLICATION DANS LE SYSTEME A PLANIFICATION CENTRALISEE	17
6. LES CAUSES DE L'APPARITION D'UNE DEMANDE SANS OFFRE DANS UNE ECONOMIE A PLANIFICATION CENTRALISEE	28
7. LES POLITIQUES D'AJUSTEMENT PEUVENT-ELLES SUPPRIMER LA DEMANDE SANS OFFRE?	33
8. EXISTE-T-IL DES SOLUTIONS?	37
9. DANS LE SYSTEME A PLANIFICATION CENTRALISEE SOVIETIQUE, LA DETERMINATION DES SALAIRES EST ARBITRAIRE	38
CONCLUSION	43